

BILLET DE BLOG 16 avril 2026

Transition hors des énergies fossiles : comment la conférence de Santa Marta peut-elle faire effet boule de neige ?

Auteurs

Marta Torres Gunfaus

Directrice du programme Climat

Hélène Van Rossum

Responsable de recherche sur la diplomatie et les politiques pour le climat

🕒 Temps de lecture: 12 min



La première conférence de Santa Marta sur la transition hors des énergies fossiles se tiendra à la fin du mois (du 24 au 29 avril) en Colombie. Mobilisant des acteurs gouvernementaux et non étatiques, elle vise à créer un espace de discussion sur les défis et les opportunités liés à la mise en œuvre d'une transition équitable hors des énergies fossiles dans l'économie, ainsi qu'à établir des liens avec les engagements et les processus internationaux afin d'accélérer la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le climat. Ce billet de blog décrypte les enjeux de cette conférence ainsi que les éléments à prendre en compte pour tirer parti de cette dynamique.

Organisée par la Colombie et les Pays-Bas en dehors du cadre officiel de la Convention des Nations unies sur le climat, la [conférence de Santa Marta](#) vise à accélérer la transition hors des énergies fossiles, en identifiant des leviers concrets d'action aux niveaux national et international, et en contribuant à surmonter les impasses politiques persistantes. Santa Marta devrait rassembler une cinquantaine de pays issus de différentes régions et dotés de différents niveaux de revenu, avec une forte représentation européenne et la participation de certains producteurs d'énergies fossiles (tels que le Canada, l'Australie, l'Angola et le Mexique)¹.

Au-delà de l'événement lui-même, la véritable opportunité réside dans le déclenchement d'un « effet boule de neige », soit établir une compréhension commune des priorités et des enseignements tirés, et catalyser des partenariats susceptibles d'élargir progressivement le soutien à des transitions équitables hors des énergies fossiles, notamment en envoyant un signal aux marchés financiers. En effet, la Colombie, qui s'est faite la championne de ce programme, a vu sa note abaissée par les agences de notation financière après avoir annoncé qu'elle mettrait fin à l'exploration des énergies fossiles. Si cette dynamique s'installe au sein de ce groupe initial, elle peut renforcer le soutien à la transition et montrer que l'abandon progressif des énergies fossiles n'est pas une mauvaise décision économique, mais vise à pérenniser et à diversifier l'économie à moyen terme — en déplaçant le centre de gravité du débat mondial actuel et en semant des idées concrètes pour aller plus loin et plus vite. D'après notre analyse, quatre leviers clés pourraient mettre cette dynamique en marche.

1. Une crise qui met en évidence les vulnérabilités liées aux énergies fossiles

La conférence de Santa Marta — officiellement annoncée par la Colombie lors de la COP 30 en novembre 2025 ([Iddri, 2025a](#)) — se déroule dans le contexte d'une grave crise énergétique mondiale engendrée par l'attaque militaire lancée le 28 février 2026 par les États-Unis et Israël contre l'Iran. Qualifiée par Fatih Birol, directeur exécutif de l'Agence internationale de l'énergie, de crise « plus grave que celles de 1973, 1979 et 2022 réunies »², elle a une nouvelle fois mis en évidence les risques structurels liés à la dépendance aux énergies fossiles pour les pays importateurs.

Ainsi, pour l'Europe et de nombreuses économies, cette situation met en évidence une vulnérabilité persistante face aux chocs géopolitiques et renforce l'urgence d'accélérer la transition vers une économie bas-carbone ([Iddri, 2026](#)). Bien que l'initiative de Santa Marta n'ait pas été conçue pour répondre à cette crise, le contexte actuel en renforce la pertinence. La crise rappelle les vulnérabilités systémiques et la nécessité de placer les considérations socio-économiques au cœur de la transition hors des énergies fossiles. Elle peut également être interprétée comme le signe d'une transition d'un système économique mondial fondé sur les énergies fossiles vers un nouveau système fondé sur les énergies renouvelables — un changement susceptible d'avoir des conséquences géopolitiques et sociales importantes, mais offrant également des opportunités majeures de transformation.

La conférence de Santa Marta ne peut à elle seule répondre à toutes les questions liées à cette transformation, mais le contexte de crise crée les conditions d'un effet boule de neige : confronter les discussions à des défis communs et immédiats peut aider à aligner les priorités, à ancrer les débats dans les contraintes du monde réel et à renforcer la coopération entre les pays confrontés à des risques similaires.

2. Reconnaître les efforts et impliquer les grandes économies émergentes

Santa Marta est souvent présentée comme une « coalition des volontaires »³, c'est-à-dire un groupe de pays cherchant à accélérer les progrès en dehors des contraintes de la CCNUCC, notamment en lançant un débat sur

des engagements contraignants. Si cela reflète une réelle frustration face aux processus multilatéraux ([Iddri, 2025b](#)), cette formulation peut prêter à confusion.

Les pays participant à Santa Marta n'ont pas tous pris l'ensemble des mesures nécessaires pour éliminer progressivement les énergies fossiles, tout comme ceux qui n'y participent pas ne sont pas nécessairement inactifs dans la poursuite de leur propre transition. Pourtant, ce discours tend à tracer une ligne de démarcation nette entre ceux qui sont « disposés à agir » et ceux qui « freinent », renforçant des divisions Nord-Sud dépassées opposant les pays développés très ambitieux aux pays en développement moins ambitieux. De tels cadres risquent d'occulter les réalités complexes de l'économie politique et, surtout, de saper la confiance et la coopération entre les pays.

Santa Marta offre l'occasion de changer cette perception, en reconnaissant les efforts déployés par les pays qui ne font pas partie de la « coalition des volontaires ». La plupart des pays sont engagés, avec des plans nationaux visant zéro émission nette déjà en place, et participent à la transition, bien que de différentes manières et à des rythmes variés. Dans la pratique, de nombreux pays donnent la priorité à une expansion rapide des énergies propres parallèlement aux énergies fossiles, plutôt qu'à leur remplacement immédiat. Cela signifie que des pays comme la Chine et, dans une moindre mesure, l'Inde, sont à la pointe du déploiement des énergies propres à l'échelle mondiale, alors qu'ils ne commencent que depuis peu à voir la production d'électricité à partir du charbon diminuer. Pour d'autres pays en développement exportateurs, les revenus pétroliers sont essentiels à leur économie, et la mise en œuvre de stratégies de diversification économique nécessitera du temps et un soutien international ([Iddri, 2025c](#)).

Il est essentiel de reconnaître à la fois les progrès accomplis et les contraintes existantes. Cela permet de considérer les principales économies émergentes, telles que la Chine et l'Inde, comme des partenaires clés dans la définition des évolutions technologiques et des changements du marché, plutôt que comme pays en marge de la transition. Ce cadre plus inclusif est essentiel pour instaurer la confiance et développer une coopération constructive au sein des secteurs, des chaînes de valeur ou des régions — éléments fondamentaux d'un effet boule de neige.

3. Ancrer la transition hors des énergies fossiles comme une opportunité de développement socio-économique

Une condition essentielle à la réussite est d'éviter d'aborder la transition hors des combustibles fossiles comme un simple objectif d'atténuation du changement climatique, car il s'agit fondamentalement d'un défi de développement, étroitement lié à l'accès à l'énergie, à l'industrialisation, à la diversification économique et à la résilience. Santa Marta est bien placée pour mettre en avant ces enjeux. La Conférence s'articule autour d'un segment de haut niveau de deux jours et sera précédée d'une conférence académique et scientifique, d'une conférence de la société civile et d'un moment dédié à la mobilisation des gouvernements infranationaux et du secteur privé. L'accent mis sur la dépendance économique, la transformation des systèmes énergétiques et la coopération internationale reflète l'ampleur du défi, y compris les obstacles peu explorés tels que les contraintes juridiques internationales. Par exemple, en ce qui concerne les accords d'investissements directs étrangers, les mécanismes de règlement des différends entre investisseurs et États pourraient restreindre la capacité d'un gouvernement national à décider d'une transition hors des énergies fossiles.

Ce cadrage offre l'occasion d'ancrer le débat sur la transition dans des réalités nationales spécifiques. Les pays en développement, en particulier, doivent trouver un équilibre entre une demande énergétique croissante, une marge de manœuvre budgétaire limitée et des contraintes structurelles. En tenant compte de ces réalités, Santa Marta peut contribuer à favoriser des connaissances et des discours plus crédibles et mieux adaptés au contexte, en phase

avec les priorités nationales. Cela pourra renforcer l'adhésion politique et élargir la participation — une autre condition essentielle pour amplifier la dynamique.

4. Catalyser l'action nationale et opérer le lien avec le processus multilatéral

Un quatrième levier réside dans le renforcement de l'action nationale tout en la reliant au processus multilatéral sur le climat. Encourager une planification nationale plus systématique et à long terme est essentiel pour débloquer l'action nationale et peut aider à dresser un tableau plus clair des progrès et des besoins mondiaux, notamment en déclenchant un dialogue au niveau national avec toutes les parties prenantes clés impliquées dans la transition.

La conférence de Santa Marta peut contribuer à mettre en avant l'importance de développer des feuilles de route nationales afin d'inspirer les autres pays et de mettre en évidence les lacunes actuelles, tant au niveau des stratégies nationales, telles que les plans de développement et les plateformes pays, qu'au niveau des processus internationaux, tels que les contributions déterminées au niveau national (CDN) et les stratégies de développement à long terme à faibles émissions (LT-LEDS). Cela peut favoriser l'apprentissage entre pairs et aider à définir les priorités en matière de coopération.

Pour maintenir la dynamique et impliquer les pays clés — en particulier les grandes économies émergentes —, ces enseignements doivent alimenter les processus multilatéraux. La [Feuille de route mondiale sur la transition hors des énergies fossiles](#), pilotée par la présidence de la COP 30, et le deuxième [Bilan mondial](#) (GST2) constituent des leviers essentiels. Tous deux s'appuient sur des contributions nationales plus solides pour évaluer les progrès, orienter la coopération et renforcer la mise en œuvre. La feuille de route dirigée par le Brésil recueille actuellement les contributions des gouvernements et des organisations observatrices auprès de la CCNUCC et fera l'objet de discussions plus approfondies lors des sessions des organes subsidiaires à Bonn en juin ; elle offre l'occasion de refléter les pratiques émergentes et d'identifier des orientations pratiques pour renforcer la planification nationale de la transition. Le GST2 doit débiter par une phase de collecte d'informations qui nécessite des contributions nationales plus structurées et plus détaillées afin d'éclairer la consommation et la production d'énergies fossiles et d'orienter la coopération internationale.

Conclusion

La Conférence de Santa Marta offre un cadre opportun pour faire avancer le débat mondial sur la transition hors des énergies fossiles. Sa valeur ne se mesurera toutefois pas à l'aune de ses déclarations finales, mais plutôt à sa capacité à susciter une dynamique plus large.

Dans un contexte de tensions géopolitiques accrues et d'insécurité énergétique, la conférence constitue une occasion d'ancrer la transition comme une réponse commune aux vulnérabilités systémiques — une réponse qui positionne le développement socio-économique comme une priorité et dépasse les discours clivants.

À elle seule, la conférence de Santa Marta ne peut résoudre la complexité structurelle de la dépendance mondiale aux combustibles fossiles. Mais elle peut servir de catalyseur et créer des opportunités pour la diplomatie, les entreprises et les défenseurs et acteurs de la lutte contre le changement climatique. En ancrant les discussions dans les progrès et les contraintes du monde réel, et en reliant les efforts nationaux aux processus internationaux, elle peut contribuer à créer les conditions d'un effet boule de neige : élargir le soutien, le consensus et la coopération, approfondir les partenariats et débloquer des solutions pratiques à travers les régions et les secteurs.

Le défi consistera à en assurer le suivi : en alimentant les différentes formes de coopération climatique – y compris le processus multilatéral – de nouvelles perspectives, et en élargissant la participation et les partenariats, par exemple entre les producteurs et les consommateurs d'énergies fossiles. En cas de succès, Santa Marta pourra générer des solutions et des actions concrètes que les pays pourront intégrer dans leurs feuilles de route nationales, dans leurs actions diplomatiques en matière d'énergie et de climat, et dans l'élaboration des prochaines étapes dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord de Paris.

Ce billet de blog s'appuie sur l'analyse réalisée par l'Iddri pour deux contributions à la Feuille de route de la présidence de la COP 30 pour une transition juste, ordonnée et équitable hors des énergies fossiles :

- [Contribution de l'Iddri dans le cadre du projet JUSTPATH](#)
- [Promouvoir une transition équitable hors des énergies fossiles : un nouveau récit](#)

1

Parmi les pays participant à la conférence figurent : l'Allemagne, l'Angola, l'Autriche, la Belgique, le Brésil, le Cambodge, le Cameroun, le Canada, la Colombie, le Danemark, l'Espagne, les Fidji, la Finlande, la France, le Guatemala, l'Irlande, l'Italie, la Jamaïque, le Luxembourg, les Maldives, les Îles Marshall, Maurice, le Mexique, les Pays-Bas, le Panama, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Philippines, le Portugal, les Palaos, la République dominicaine, le Royaume-Uni, le Sénégal, la Sierra Leone, Singapour, la Slovénie, le Sri Lanka, la Suède, la Suisse, la Tanzanie, Trinité-et-Tobago, la Turquie, Tuvalu, l'Uruguay, Vanuatu et le Vietnam.

2

<https://www.reuters.com/business/energy/iea-chief-current-oil-gas-crisis-worse-than-1973-1979-2002-together-2026-04-07/>

3

Par les pays hôtes ainsi que par les organisations de la société civile participant à la conférence.

CLIMATE

FOSSIL FUELS

CLIMATE INTERNATIONAL NEGOTIATIONS